



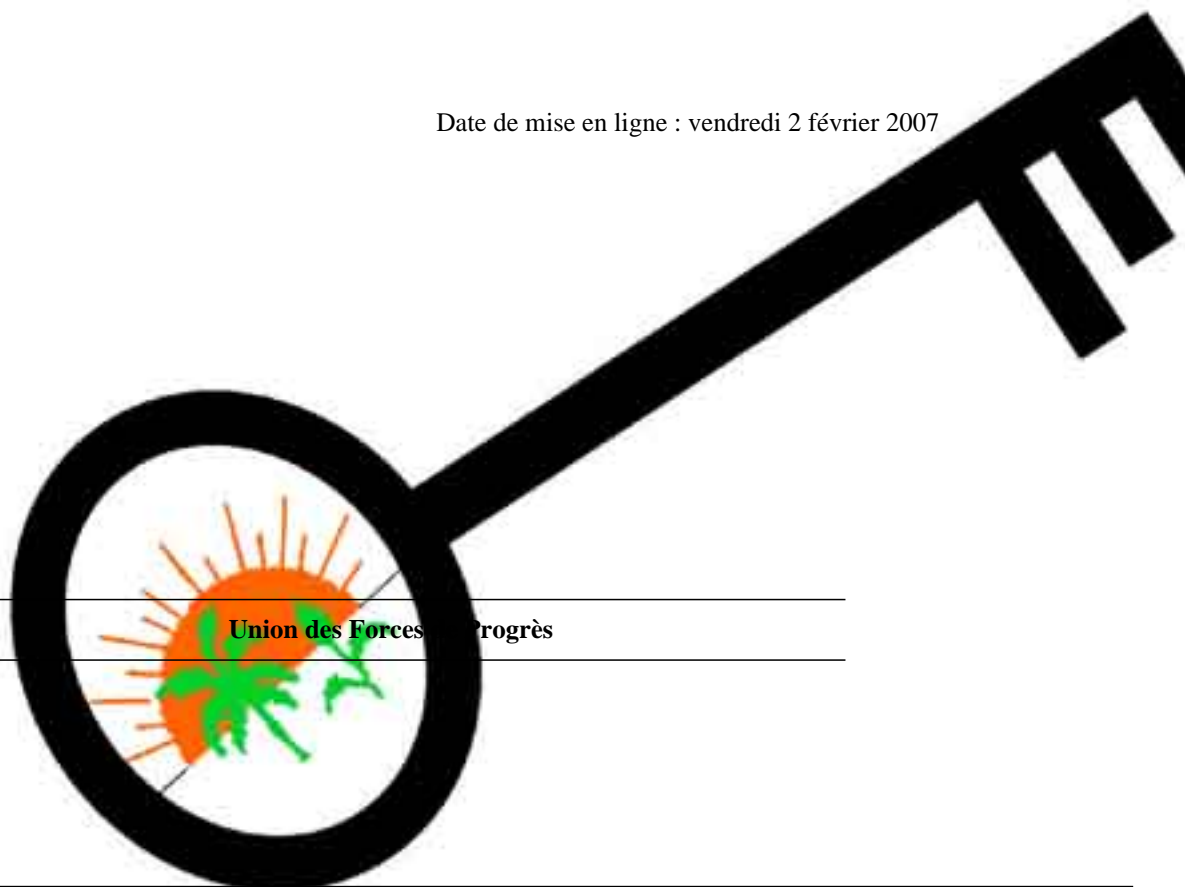
Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article9>

Interview à Nouakchott INfo

- Z - Archives - Présidentielle 2007 - Mohamed Ould Maouloud -

Date de mise en ligne : vendredi 2 février 2007



25 janvier 2007 : Interview exclusive : Mohamed Ould Maouloud, président de l'UFP et candidat à la présidentielle :



"L'armée hors du jeu politique joue un rôle plus positif pour la stabilité et la défense nationales ..."

Le Président de l'UFP est un candidat à la présidentielle dont la formation politique a le vent en poupe, faisant main basse sur plusieurs communes lors des dernières municipales et législatives de novembre dernier. A sa rencontre, dans son domicile pour cette interview, nous n'avons perdu pas beaucoup de temps dans les salamalecs et les amabilités, car je le savais déjà occupé à trouver un siège de campagne, loin de celui de son parti l'UFP, probablement à côté de l'ancien siège du PRDS sis à l'avenue Charles De Gaule, en face de celui de la Banque Mondiale.

Nouakchott Info : M. le Président, votre candidature à la présidentielle a été déclarée très tôt, par rapport à toutes les autres de la CFCD, sinon par vous même, du moins par le bureau national de l'UFP. Etait-ce une manière de dire qu'une candidature unique de la CFCD était impossible et quelle appréciation faitesvous de la dispersion des candidats de cette Coalition ?

Mohamed Ould Maouloud : C'est effectivement notre bureau national dans sa session du mois d'août qui a décidé de la candidature du parti à travers ma personne à l'élection présidentielle. Je dois rappeler que la CFCD n'avait pas de candidature unique et avait même convenu que la stratégie des élections était à discuter.

Donc nous n'avions, au moment où nous avons pris la décision, pas pris d'engagement pour la CFCD, relatif aux présidentielles ou à toute autre élection sauf la volonté d'avoir une stratégie commune. La stratégie gagnante peut aller, pour une Coalition, de la diversité de candidatures à une unique au premier tour et il n'y a pas de panacée sur ce plan-là.

Tout dépend des rapports de forces et de l'analyse qu'on se fait des dispositifs, de l'approche pour affaiblir le camp adverse et en tout cas pour le contraindre à un combat. Le parti a estimé qu'on serait en meilleure situation s'il y avait deuxième tour avec des candidatures multiples où on ratisse large au premier tour. C'est-à-dire que chacun de nous mobilise son électorat pour, dans ce cas, faire la décision. Ainsi, nous avons préconisé la stratégie de candidatures multiples, car celle du candidat unique est une stratégie perdante, puisque nous aurons concentré toutes nos forces contre un seul candidat, et donc nous aurons mis tous les oeufs dans un seul panier, donnant l'occasion à notre adversaire de sceller le sort du jeu au premier tour. Ce qui ne nous a pas empêché de discuter de cette candidature unique au premier tour mais c'était avec un tel très grand retard que nous ne sommes pas tombés

d'accord.

N.I. : Voilà que vous confirmez un deuxième tour. Alors si vous vous y retrouvez, serait-ce avec un candidat de la CFCD ou d'ailleurs ?

M.O.M : Je pense que pour l'avènement du changement, je souhaiterais que ces deux candidats soient issus de la Coalition, comme cela quel que soit le résultat, le changement est gagnant. Ceci dit, pour le moment, le sort est fluctuant et très incertain. En tout cas j'y vais avec confiance.

N.I. : M. le président nous avons remarqué, avec les résultats des dernières élections, la totale domination de certaines régions par certains partis politiques comme le vôtre au Tagant, le RFD au Trarza, etc. Est-ce qu'à vos yeux, il est bien pour notre pays que des leaders et des partis soient des leaders de régions ou aient des régions comme fiefs, sachant qu'en France par exemple c'est le cas (Chirac en Corrèze, ...) ?

M.O.M : En ce qui me concerne personnellement mon fief c'est celui de mon parti qui est le parti le plus implanté dans le pays et nos résultats, dans toutes les régions, l'on bien démontré. Oui, il y a Tidjikja, mais aussi Monguel, Barkéol Boghé, ... Je pense que nous avons une implantation très large et équilibrée et nous n'avons aucune connotation ou orientation régionaliste, tribaliste, éthiciste ... En ce qui me concerne, je ne suis pas du genre à adhérer à des idées de fief régional ou sectaire, c'est quelque chose que j'ai combattu, ce qui est important pour moi et qui est mon ambition pour laquelle je milite depuis toujours c'est de construire et conserver un Etat-Nation où tous les Mauritaniens, quelles que soient leurs origines se sentent citoyens à part entière et bénéficient de tous les services de l'Etat-Nation.

N.I. : Lors de conférence de presse tenue hier par la CFCD, vous parliez d'une bipolarité entre les tenants du statu quo et ceux du changement représentés par les candidats de la CFCD. Est-ce à croire que cette bipolarité s'est imposée et donc que si les candidats de la CFCD ratent cette présidentielle, c'est le retour en arrière ?

M.O.M : Voilà une question qu'on a tendance à dramatiser. Je considère que la bipolarité est tout à fait normale car la scène est ainsi structurée et cela permet au jeu politique d'avoir un sens, plutôt qu'une très grande bouillie. La bipolarité crée au final une situation où il y a deux grands pôles, deux grands rassemblements qui ont chacun un projet : un clan conservateur et un autre de changement et de réformes. De fait nous sommes contraints les uns et les autres à la collaboration. C'est d'ailleurs dans cet esprit que j'avais lancé un appel dans ma déclaration de candidature pour organiser avant la fin du mois de janvier courant de journées de concertation auxquelles nous participerons tous pour stabiliser l'après élection présidentielle de mars afin de réaliser deux choses.

Le premier résultat attendu est la mise en confiance de l'armée dont la mission essentielle est de défendre le pays. Je pense que, plus que jamais, nous avons besoin d'une armée nationale moderne qui doit se vouer totalement pour défendre un pays qui a beaucoup de richesses. Le second résultat après cette élection présidentielle est d'associer et de s'occuper des minorités pour qu'ensemble nous entreprenions les réformes nécessaires. Si les principaux acteurs politiques et les candidats à la présidentielle se rencontrent et discutent de comment stabiliser la démocratie, il n'y a pas de difficultés à se mettre d'accord et nous réussirons à instaurer un climat apaisé.

N.I. : M. le président, en vous déclarant candidat à l'élection présidentielle, vous avez cédé votre poste à votre premier vice-président, M. Ba Boubakar Moussa et vous vous apprêtez à vous installez dans un siège de campagne loin du Parti. Ce qui est une première, la loi ne vous l'imposant que si vous êtes élu. Cette division des rôles ne pourrait-elle pas apporter du nouveau dans le discours de l'UFP ?

M.O.M : Tout d'abord, il s'agit simplement du respect des dispositions de notre parti. Du moment où je suis candidat, j'ai demandé à ce qu'on me libère totalement de la gestion administrative du parti pour me consacrer à ma campagne et donc, le premier vice-président est devenu de facto président du parti.

N.I. : **Comment voyez-vous la pléthore de candidatures indépendantes même si au sein de la CFCD cette multitude de candidatures est une stratégie voulue comme vous dites ?**

M.O.M : Certes il y a une pléthore de candidatures mais vous oubliez que chaque mauritanien a le droit d'être candidat s'il remplit les conditions dictées par la loi. Ce n'est pas cela le problème mais plutôt que cette candidature ne soit porteuse et que donc au lieu d'aider le plus grand nombre possible, elle ne crée de la confusion. Et les électeurs ont montré à travers les dernières élections qu'ils savent déceler les vraies candidatures porteuses d'espoir, de celles qui sont fantaisistes.

N.I. : **Pendant qu'on y est, lors des dernières élections (les sénatoriales) la déroute de la CFCD ne peut-elle pas être perçue comme un signal fort et alarmant à la veille d'une présidentielle qui promet des surprises ?**

M.O.M : Vous me permettez, avec votre respect de vous dire que vous confondez là des élections qui concernent un nombre réduit de conseillers, donc de grands électeurs, et une élection de grande envergure où c'est le peuple, tout le peuple qui rend son verdict. Regardez plutôt les élections des maires où la neutralité de l'administration a été respectée, quels scores a fait la CFCD qui a réalisé plus de 56% ! Donc tout dépend de la prise de conscience des citoyens. Car pour l'élection présidentielle, ils doivent se prononcer sur un candidat dont dépendra le sort du pays tout entier. Et de ce point de vue là, il y aura des électeurs qui ont voté contre nous lors des municipales et des législatives et qui pourront voter pour nous dans la présidentielle car la dynamique, si nous nous référons aux résultats du suffrage universel de novembre dernier, la tendance principale dans sa majorité est en faveur du changement.

N.I. : **Permettez-moi de vous rappeler que l'argent et les tribus seront les facteurs déterminants dans cette élection présidentielle...**

M.O.M : Dans les sénatoriales, on peut se permettre d'acheter les consciences et cela a été le cas, mais pour l'élection présidentielle, ce sont dans leur majorité des gens qui ne vendent pas leurs voix et il faudra que le candidat se donne l'effort d'aller vers les électeurs et arrive à les convaincre et pour cela il faut que cette élection soit transparente et libre.

N.I. : **Comme vous semblez vouloir en toucher d'un mot, est-ce que pour vous au niveau de la CFCD cette transparence est encore de mise et est-ce la confiance règne toujours entre vous et le CMJD sachant que vous lui avez adressé depuis l'autre mardi une lettre au Président de la République demandant une audience qui n'a pas encore trouvé de réponse ?**

M.O.M : Je dois dire malheureusement que la confiance ne règne pas du tout à cause des tergiversations du CMJD qui avait pourtant forcé l'estime de tout le monde à l'intérieur et à l'extérieur du pays par ses premiers engagements d'inéligibilité de ses membres et de ceux du son gouvernement, de neutralité de l'administration et de transparence dans le jeu démocratique en ne soutenant aucun candidat. Ces engagements n'ont pas été respectés en provoquant des candidatures indépendantes ou que l'on cherche une solution alternative aux engagements. Je crois qu'il n'y a aucune raison de ne pas respecter les engagements. Où est le problème ?

La multiplicité des candidatures c'est une bonne chose, on va débattre, discuter, c'est cela la démocratie. L'armée hors du jeu politique joue un rôle beaucoup plus positif pour la stabilité et défense nationale, l'armée impliquée dans

le jeu politique c'est une armée qui se dévisse, se confronte et devient elle-même une source de menace pour la stabilité du pays. Donc il faut éloigner l'armée de la compétition politique car chaque haut gradé aura son camp qu'il voudra imposer et à ce jeu on finit par avoir une confrontation entre militaires et nous n'oublions jamais le cas de la Côte d'Ivoire. Ainsi les hommes politiques continueront leur jeu politique comme il se conçoit dans toute démocratie.

N.I. : Une dernière question : l'UFP n'a pas été à l'investiture du candidat de l'APP et cette dernière n'a non plus assisté à la votre. Le torchon brûle-t-il entre vous ? Qu'y a-t-il entre l'UFP et l'APP ?

M.O.M : Je dois ici dire très clairement qu'il n'y a aucun problème entre la direction de l'UFP et celle de l'APP. Nos rapports sont les plus courtois et les plus amicaux. Nous nous respectons mutuellement et je pense que nos rapports sont loyaux. Par contre effectivement nous avons constaté que lors des élections municipales et législatives mais aussi des sénatoriales que des difficultés ont existé entre nos bases. Nous le regrettons tous et d'ailleurs au niveau de nos deux directions personne n'est satisfait de cette situation mais il n'y a pas de problème particulier. C'est vrai qu'au niveau de l'UFP nous avons beaucoup perdu de communes à l'intérieur du pays et généralement à cause de certains de nos amis de la CFCD. Mais nous n'avons pas voulu en faire un drame qui dépasse la dimension locale parce que nous savons que cela résulte de comportements isolés.

Il est arrivé que pour des mairies comme celle de Nouadhibou vote contre les accords de la CFCD. Par exemple au Guidimakha, un cadre dirigeant de l'APP a fait échouer Ould Yengé, ça c'est connu. Nous nous avons essayé de promettre un siège de sénateur à l'APP au niveau de Sélibaby et nous avons signé un accord dans ce sens. Malheureusement nous l'avons fait le dernier jour de dépôt des candidatures et nous nous sommes confrontés à une réalité c'est que notre liste au Guidimakha, qui était la première suivie par le RFD et l'APP n'était qu'en troisième position, donc c'était très difficile surtout que nos hommes avaient déjà engagé une dynamique locale avec des villages et des localités et lorsque notre directive est arrivée c'était trop tard.

Nous n'avons pas voulu laisser l'APP dans la confusion et lui avons tout de suite dit qu'on ne pouvait pas appliquer cet accord. Vous savez qu'un accord signé, on le dénonce sinon on le trahit. Ceci pour vous dire qu'il n'y a aucun problème entre nous, que nos rapports personnels sont très bons et que nos rapports politiques sont très proches.

Propos recueillis par Mohamed Ould KHATTAT MMKHATTATT@HOTMAIL.COM *Note : Info source : Nouakchott Info*